



101^e Congrès des maires et présidents d'intercommunalité

Jeudi 22 novembre 2018

Intervention d'Erik Orsenna, écrivain, membre de
l'Académie française

Merci de votre confiance, et merci aux représentants du mouvement sportif. Il se trouve en effet que mon père était vice-président de la fédération d'aviron dont Denis était le président et je dirai que depuis trois ans je pratique le kayak. Merci à lui. Donc, rien n'est perdu. Nous ne sommes pas nombreux à l'académie à faire du kayak, même si c'est en K2, mais nous avons quand même descendu la Durance.

Un romancier, immense ou tout petit mais digne de ce nom, doit se faire reporter. Si vous en doutez, lisez *Choses vues*, de Victor Hugo, puis *Carnets d'enquête*, d'Émile Zola. C'est dans cette perspective, pour tenter de grandir beaucoup comme romancier mais d'abord comme citoyen, que j'ai mené l'enquête.

Le Président de la République et la ministre de la Culture m'en avaient fourni

une nouvelle occasion en me confiant la plus belle des ambassades, celle de la lecture publique. Après avoir 15 ans durant parcouru la planète pour essayer de comprendre un peu ce qu'était cette mondialisation, je suis revenu chez nous. Heureux qui comme Ulysse...

J'ai visité 100 bibliothèques et médiathèques de toutes tailles, dans toutes les communes, plus de 50 communes de toutes tailles.

Il faut que vous sachiez que le réseau des médiathèques et des bibliothèques, ce sont 17 000 institutions, partout en France qui accueillent 27 millions de Français chaque année et la moitié, pas pour des livres, pour être ensemble, toutes générations confondues.

Qu'ai-je vu dans ce reportage, et qui ai-je vu ?

Vous savez mon sentiment, ma conviction. Figurez-vous qu'il faut commencer par l'évidence et c'est vous que j'ai vus partout en première ligne, vous, les maires et leurs équipes. Car c'est vous qui tenez la maison France. Sans vous – et j'ai réfléchi un peu aux mots – sans la générosité de votre implication qui est à la fois proche, générale et quotidienne, sans vous je n'ose imaginer ce qui resterait de notre société.

Et pour comprendre, il ne suffit pas de voir, il faut tendre l'oreille. Alors qu'ai-je entendu de Saint-Véran, la plus haute commune d'Europe, jusqu'au bord de la mer, chez moi, en Bretagne ? J'ai entendu partout l'expression de la passion, et partout du désarroi. Partout de l'enthousiasme pour la mission d'élu, partout de l'inquiétude ou de la colère, ou des deux, face aux manières d'exercer cette responsabilité aujourd'hui.

Chacun sait que le système ancien de pouvait perdurer. Lorsque les ressources se font plus rares en même temps que se font plus difficiles et plus larges les défis à relever, chacun admet qu'il faut unir ses forces et mutualiser les moyens. Chacun sait aussi que les territoires ont été longtemps laissés à eux-mêmes. Pourquoi avoir abandonné la DATAR ? Pensait-on que les dynamiques de la modernité remplaceraient par magie une ambition nationale ? S'il y a une chose que j'ai constatée partout dans le monde,

c'est celle-ci : la géographie est une volonté.

Réformer, donc, mais pour quoi et pour qui ? Vers quelle société voulons-nous avancer ?

Premier exemple, les intercommunalité. Qui contestera leur utilité, Messieurs et Mesdames les présidents et les présidentes ? Mais ce que nous allons gagner en rationalité économique, ne l'avons-nous pas déjà perdu en proximité humaine ? Vieil ami de l'Afrique, je me rappelle la sagesse de Cheikh Hamidou Kane et sa question : « ce que nous allons apprendre vaudra-t-il ce que nous allons oublier ? »

Regardez la commission de Bruxelles. Le rejet ô combien dangereux de l'Europe ne vient-il pas de cette accumulation de pouvoirs dans une instance trop compliquée pour le citoyen ? Est-il bien nécessaire de transférer autant de décisions aux intercommunalités ? Faisons un rêve. Que le partage des responsabilités corresponde aux seuls vrais besoins.

Mesdames et Messieurs les maires, on vous retire des compétences alors que vos électeurs vous tiennent encore et toujours comptables de tout. Ce n'est pas à vous qu'il faut rappeler cette vérité, le maire, ou la maire, est l'homme ou la femme à portée de gifle, pas le fonctionnaire du bureau 3 A 28 de

l'intercommunalité. Ce n'est pas gagner en rationalité qu'organiser l'anonymat.

Je le répète, ce n'est pas gagner en rationalité qu'organiser l'anonymat, c'est accroître l'abandon. Si je prête une telle attention à ces inventions humaines qu'on appelle l'institution, la raison que j'en ai est que je suis un vieux de la vieille, pas seulement immortel, ce qui ne serait pas si grave, mais 30 ans conseiller d'État, et ce n'est pas à un Romanichel qu'on apprend à dire la bonne aventure juridique.

Regardez l'Île-de-France, j'ai peur. Pauvre Grand Paris, bien trop petit et morcelé, écartelé entre sa capitale, son agglomération et sa région. Je me suis promené dans beaucoup de villes, j'ai écrit un livre sur 200 villes du monde. On peut déjà prévoir les difficultés de cette Île-de-France pour lutter contre les autres métropoles du monde qui sont directement ses concurrentes.

Deuxième exemple, l'eau. Tous les gens quelque peu informés savent que cette ressource va devenir rare. Oui, rare. Et aussi chez nous. Ce n'est pas un risque exotique. Je reviens de la Garonne où j'ai passé une semaine entière avec les maires et les présidents de région. Figurez-vous qu'elle s'assèche. Et savez-vous à ce propos que nous avons évité le pire ? Partout, dans le monde, on nous envie le découpage de notre territoire en six agences correspondant exactement à la géographie de nos

fleuves. Eh bien, un projet fou nous menaçait : rapatrier ces agences de terrain en une administration centrale. La justification de cette fière idée stupide était double. À Paris, on saura mieux, de Paris, on dépensera moins. La France étant ce qu'elle est, ayant été construite de la manière que l'on sait, la tentation du retour au jacobinisme est toujours là et il faut toujours la combattre. Un jacobinisme d'ailleurs dont Paris ne détient pas le monopole. Vous connaissez la belle définition : qu'est-ce qu'un Girondin ? C'est un Jacobin qui vit en province.

Troisième exemple – et là je vais aussi parler du sport, parce que je suis un sportif raté – les emplois aidés. Je préfère les qualifier d'aidants. C'est vrai, ils n'aboutissent pas toujours, ils n'aboutissent pas souvent à des emplois pérennes et complets. C'est vrai, ils ne peuvent survivre sans subventions, mais pourquoi, d'un bout à l'autre de la France, d'un bout à l'autre de notre société, tous les emplois devraient-ils être de même nature ? Pourquoi ne pas reconnaître que certaines personnes n'ont ni la volonté, ni la capacité d'occuper de « vrais emplois » ? Sans ces emplois aidants, bien des services ne seront plus rendus, notamment celui d'encadrer les bénévoles. Je vais prendre l'exemple de mes chères bibliothèques. Vous avez 38 000 professionnels statutaires. Vous avez 100 000 bénévoles et vous avez 50 000 emplois aidants. Si je n'ai plus les

emplois aidants, je n'ai plus les bénévoles et un bon tiers de ces structures essentielles pour tisser les liens dans nos communautés s'effondre.

J'ai rencontré quatre patrons de fédérations sportives, ils m'ont dit exactement la même chose.

Si vous n'avez plus de clubs sportifs, si vous n'avez plus de médiathèques, que reste-t-il ?

Continuons l'enquête, je veux dire abordons quelques questions qui dérangent. Parmi toutes les vérités que j'ai entendues de vous, permettez-moi de vous dire que se glissent quelques contradictions qui, avouons-le, ne sont pas négligeables.

Si, Mesdames et Messieurs les maires, vous refusez la dépossesion qu'impliquent les intercommunalité, pourquoi ne pas choisir, choisir vous-même le bon périmètre d'une action efficace ? En d'autres mots, pourquoi êtes-vous si peu nombreux à décider de vous rapprocher en créant des communes nouvelles ? Et qu'importe si l'administration vous impose un modèle, inventez le vôtre qui garde aux anciennes communes leurs identités mais en les rassemblant dans un projet partagé. Vous savez comme moi que le mouvement des naissances s'essouffle – 560. Il y en a encore 200 en projet. Cela fait 760 si je sais compter, sur 36 000 communes. Dans toute la France, moins

de 800 communes. Pourquoi cette timidité ? Pourquoi, en France, les incitations et le bon sens sont-ils rarement suffisants ? Et l'on s'étonne que l'État se voie obligé de prendre le relai en multipliant les règles !

Deuxième alerte. Si l'eau, je vous l'ai dit, risque bientôt de manquer, certains déserts n'ont pas attendu pour gagner le centre-ville, des déserts qui ne doivent rien à l'évolution du climat et tout à des décisions humaines, trop humaines. J'ai dix exemples, partout et notamment dans ma chère Bretagne, et notamment dans ma chère ville de Lézardrieux. Acceptez qu'un ami vous le dise, j'ai vu presque partout, de mes yeux vu, des maires céder à la facilité de la disponibilité foncière pour accepter qu'un à un déménagent leurs commerces vers les périphéries. Résultat, un vide qui s'installe au cœur, un vide où prospèrent bientôt toutes sortes d'engeances peu recommandables. Résultat du résultat, des habitants chassés de chez eux, une ville privée de son âme et des citoyens floués. Une nécessité ne se résume pas à la taille de ses parkings.

Jacques Mézard avait lancé la plus urgente et nécessaire des initiatives, Action Cœur de ville, j'y participe, longue vie à elle. Lorsque le cœur se meurt, pardonnez-moi mais c'est l'ambassadeur de l'Institut Pasteur qui vous le dit, pas besoin de longues études médicales pour savoir que la fin est proche.

Chers amis, chères amies, car quoi qu'académicien, je sais aussi parler au féminin, deux mots encore et une question. Les deux mots sont les suivants et ils résument ma conviction : absolue nécessité des corps intermédiaires. La déraison principale de notre modernité, c'est l'impatience, la volonté du contact direct, le syndrome de l'enfant gâté qui veut tout, tout de suite, avant, à peine rassasié, de réclamer autre chose. Comme le dit la philosophe Barbara Cassin qui vient de rejoindre notre Académie française, notre régime est une démocratie des clics et des tweets. Eh bien justement, les clics et les tweets sont l'inverse de la vraie vie, la vraie vie qui, au contraire, est œuvre de continuité, continuité dans l'espace, continuité dans le temps.

À eux les clics, à vous les claques. Redoutons la dictature de l'immédiat et je ne parle pas seulement du risque d'être emprisonné par les chaînes de l'actualité permanente. Que veut dire « immédiat » ? C'est un monde sans médiateur, de même qu'une personne immature est une personne privée de maturité. Aujourd'hui même, à Marrakech, 3 000 maires d'Afrique se réunissent pour dire que dans leur société en pleine mutation il y a la nécessité de ces corps intermédiaires les plus près du terrain.

Voulons-nous vraiment avancer vers une société du face-à-face, avec d'un côté le pouvoir, quels que soient les habitants

des palais, et de l'autre non pas le peuple mais une foule hétéroclite d'individus perdus, rassemblés de temps à autre à l'appel de réseaux pour clamer des revendications souvent tout à fait légitimes mais aussi contradictoires ? Seuls les corps intermédiaires sont capables de fabriquer assez de synthèse pour que le dialogue remplace jour après jour une suite chaotique d'affrontements.

Écoutez bien, quand vous dites « inter » et « médiaire », vous répétez ces deux morceaux de mots car ils veulent dire exactement la même chose, comme si, en redoublant le sens, la langue française dans sa vieille sagesse voulait nous faire comprendre la nécessité de cette catégorie particulière d'êtres humains qui portent le dialogue quotidiennement pour fabriquer du collectif. Les corps intermédiaires, c'est vrai, n'ont plus le monopole de l'expression, mais un corps est plus qu'un réseau et un groupe de réseaux ne forme pas une société.

A jeter, pour céder au mauvais génie d'une modernité hâtive, les corps intermédiaires dans l'eau du bain, nous risquons de le payer cher, très cher. Très cher en incohérences, très cher en violences.

Pour finir, une question, qui est aussi une devise et le nom des bateaux choisis par l'explorateur des pôles, Jean-Baptiste Charcot, « Pourquoi pas ! ».

Dans mon voyage en France, j'ai découvert des dizaines et des dizaines d'initiatives magnifiques. Impossible de les saluer toutes et avec Jean, nous avons été des reporters. Nous avons vu dans la commune nouvelle de Bois d'Anjou, la création d'un drive qui propose des produits locaux. Nous avons vu, entre Tours, Poitiers et Châteauroux, dans le parc naturel de la Brenne, une communauté de communes qui s'engageaient dans la transition numérique très en avance. Nous avons vu dans les Grands Causses une formidable initiative de mobilité alternative. Nous avons vu partout des territoires zéro chômage et l'on se demande pourquoi ne pas les multiplier. Chacun sait que pour toutes les raisons, mieux vaut offrir un emploi qu'une allocation.

Alors, votre congrès l'est déjà, il pourrait être bien plus encore le grand rendez-vous du « Pourquoi pas ! ». Cette commune a tenté cela, elle l'a réussi, eh bien, pourquoi pas chez moi ?

À toutes les échelles, la personne, la famille, la commune, la nation, l'Europe, seuls les projets fédèrent, seuls les projets font taire en nous les passions mauvaises.

Mesdames et Messieurs les maires, vous êtes ceux et celles qui réparent, je vous l'ai dit, ceux et celles qui réparent les vivants. Mais réparer n'est pas suffisant, une commune n'est pas qu'une

infirmerie, ce doit d'abord être une pépinière.

Vous l'êtes déjà mais devenez-le plus encore, des fabricants de possibles. Faites-le savoir à qui de droit et d'abord à vous-même. Tant que j'aurai des forces, je serai votre petit reporter et, permettez-moi ce jeu de mot, votre petit reporter, terre de jeux 2024.

Merci